

Gabon : ressorts et limites des mobilisations collectives

Joseph Tonda et Mathilde Debain¹

Les exemples variés de mobilisations collectives – notamment à la mort du président Bongo – contredisent l'image d'« un pays passif ». Les exigences de changement et les revendications sociales face aux effets du néolibéralisme buttent toutefois contre les structures rôdées d'un régime oligarchique qui cherche à se reproduire en puisant sa légitimité dans la culture gabonaise et en maniant alternativement la carotte et le bâton.

Petit pays d'un million et demi d'habitants, le Gabon est perçu comme un « pays inerte où il ne se passe rien ». Les gens y seraient « passifs », caractérisés par une forme de « servitude volontaire » ou de « consentement à la domination », comme l'attesterait cette expression populaire : « *On va encore faire comment ?* ». Pourtant, depuis les années 1960 jusqu'à nos jours, le Gabon a connu des mouvements multiples : des luttes contre l'étranger, des insurrections contre le pouvoir, des revendications pour la défense des libertés, pour le mieux-vivre, ou encore contre la pauvreté, les crimes rituels, les fraudes électorales, les inégalités, etc.

Sur un autre registre, des femmes ont été mobilisées et organisées en masse pour soutenir le pouvoir. D'autres, par contre, se sont levées à des moments tragiques de l'histoire du pays, pour dénoncer la violence du pouvoir ou la cruauté de la mort. Tenir compte des différentes formes de mobilisations existantes permet-

1. Sociologue, Centre d'études d'Afrique noire, Université Omar-Bongo, Libreville ; docteurante en science politique, Université Paris 1 et Centre d'études des mondes africains.

tra de s'interroger sur les représentations et clichés qui circulent sur le pays, et sur les raisons qui poussent à représenter le Gabon comme le paradigme du néocolonialisme ou du postcolonialisme en Afrique centrale.

Un système inlassablement reproduit

Dès 1962, à la suite d'un match entre le Congo-Brazzaville et le Gabon, des « repréailles populaires » éclatent à Libreville et dans d'autres villes du pays. Neuf ressortissants congolais y trouvent la mort² et plusieurs autres sont blessés. Le président Léon Mba décide alors l'expulsion de tous les Congolais résidant au Gabon³.

En 1964, le pays est secoué par une tentative de coup d'État qui sera réprimée avec le soutien des militaires français. En 1978, nouvel échec de déstabilisation du pouvoir. Dix mille Béninois⁴ sont alors expulsés au cours d'une opération dirigée par le mercenaire français Bob Denard. Les biens des Béninois sont pillés par leurs voisins gabonais dans les quartiers de Port-Gentil et de Libreville.

Le 1^{er} décembre 1981, une manifestation antigouvernementale est réprimée à la gare routière de Libreville. Des intellectuels universitaires, tous ethniquement marqués (Fang), y sont arrêtés. Avec ces événements, le Gabon entre dans une nouvelle ère. En effet, en France, la gauche arrive au pouvoir et avec elle, les discours de l'encontre de la « Françafrique » et des régimes à parti unique. Des acteurs africains y voient une opportunité pour exiger des « changements ». Au Gabon, le Mouvement de redressement national (Morena) naît dans ce contexte. Il réclame la fin du parti unique et l'organisation d'élections libres⁵.

Neuf ans plus tard, une conférence nationale se tient, du 27 mars au 19 avril 1990. Elle se présente comme le point culminant des mobilisations qui ont marqué la décennie. Près de 150 associations y prennent part sous la présidence d'un prélat catholique, M^{gr} Basile Mve. Mais la conférence nationale gabonaise ne sera pas souveraine et le président Bongo réussira à reconduire son système⁶ en se convertissant au « multipartisme ». Cette nouvelle période sera marquée par des grèves à répétition dans presque tous les secteurs.

2. www.staducongo.com/Miroir-du-passe-Coupe-des-Tropiques-1962_a2572.html.

3. www.gabon50ans.gab/article/le-conflit-ne-du-football.

4. www.jeuneafrique.com/Chronologie/pays_80_Gabon.

5. <http://www.gabon50ans.gab/article/les-evenements-de-la-gare-routiere>.

6. www.politique-africaine.com/numeros/pdf/043050.pdf.

À la fin des années 2000, le président et son épouse décèdent à quelques mois d'intervalle. La mobilisation des Gabonais à l'occasion de ces deux événements atteste de perceptions ambivalentes. En effet, la mort du « père de la nation », du « père de famille » soulève une puissante émotion populaire. Elle sera l'occasion pour une frange de la population d'exprimer son désir de vivre en paix, de rendre un hommage à l'homme et au système instauré. La voix discordante du premier ministre à cette occasion et les huées à l'adresse du président Sarkozy par une partie du public vont toutefois rappeler la permanence de luttes de pouvoir et de résistances à la domination.

Les perspectives ouvertes par le décès du président créent aussi un « véritable engouement pour le changement » (Debain, 2009). La tenue d'élections en août 2009 suscitera des espoirs, mais se soldera par la reproduction du pouvoir oligarchique. L'annonce de la désignation du fils de l'ancien président à la succession est perçue comme une « victoire volée » et des émeutes se déclarent à Port-Gentil. La France est accusée d'avoir imposé un « Biafra », un « Nigérian » ou un « étranger » à la tête du pays. La perception générale est aussi que ce candidat « est élu parce qu'il sait où se trouve l'argent laissé par son père et qu'il va le ramener au pays ». Au-delà de l'anecdote, la force de l'argument matériel aura eu raison de la volonté de changement.

Cette occasion manquée attestera du « succès » inébranlable d'un système qui, de l'aveu du président Bongo lui-même, a pourtant échoué dans ses prétentions à « développer » le pays. En effet, les secteurs de l'éducation, des infrastructures routières, de la santé, du logement, des libertés démocratiques demeurent précaires. La société civile, visible et revendicative depuis le scrutin présidentiel, est quant à elle réprimée.

Entre autres actions menées : la grève des fonctionnaires de différentes administrations revendiquant des primes diverses et dénonçant la corruption et les « inégalités » dans la fonction publique ; les grèves à répétition des étudiants et la mobilisation des anciens militaires. Ces événements s'inscrivent dans un contexte budgétaire favorable où l'État a pourtant multiplié ses moyens par deux suite à l'envolée des cours du pétrole. Ils témoignent donc de l'échec mais aussi, paradoxalement, de la capacité de reproduction d'un système. Au final, la question à se poser est de savoir pourquoi, malgré ces faits significatifs, le Gabon est représenté comme un

« pays de paix » ou un « pays où il ne se passe rien » ? Comment expliquer la force de reproduction d'un système malgré ses échecs ?

« Bongo, pétrole et Bwiti » : une trilogie efficiente

Du 7 au 11 juin 1999 se tient à Libreville une conférence organisée par l'Unesco sur les sciences sociales en Afrique subsaharienne. Au cours de celle-ci, certains participants déclarent que le Gabon, c'est « Bongo, pétrole et Bwiti⁷ ». Cette image – certes simplificatrice – apporte toutefois des éléments d'explication à la persistance du régime. En effet, à partir de cette trilogie, un éclairage peut être apporté sur des phénomènes épinglés par l'analyse sociologique ou politologique, tels que l'« entrisme », le « consentement à la domination », les « résistances passives », « discrètes » ou « cachées », l'efficacité du système de surveillance, le pouvoir de la « Françafrique », etc. L'étude de ces différents éléments qui ont présidé à la longévité et à la reproduction du système Bongo permet ainsi d'exclure le facteur culturaliste, qui domine dans les discours sur « l'exception gabonaise », entendue comme « exception culturelle » de vivre en paix dans un environnement tourmenté.

Les exemples de mobilisations collectives, évoqués ci-dessus, ne doivent pas être interprétés dans le sens strict de la révolte, de l'opposition, de la résistance au pouvoir. Dans le contexte anthropologique et sociologique des sociétés d'Afrique centrale, notamment au Gabon, les gens se révoltent à la fois contre la violence et l'arbitraire des autorités, mais aussi contre celles de la mort ou de l'infortune. La limite entre les deux registres est ténue : les violences des forces publiques sont interprétées comme des « malheurs » qui accablent les gens au même titre que les maladies (sida, ebola, paludisme, etc.). Pour y remédier, une industrie florissante s'est développée, allant des entrepreneurs traditionalistes (les tradipraticiens) aux entrepreneurs de Dieu (les évangélistes et pentecôtistes), agents dynamiques de la postmodernité à l'heure néolibérale. Le succès du système Bongo tient pour partie au fait qu'il a pris en compte cette facette de la société.

Arrivé au pouvoir en décembre 1967, Omar Bongo a incarné le pouvoir néocolonial au cours de son règne de quarante et un ans. Cette exceptionnelle longévité n'est pas sans rapport avec sa capacité à mobiliser et à maîtriser d'éventuels opposants par la

7. Rite initiatique ancestral gabonais.

répression, la corruption, la séduction ou les affiliations spirituelles ou magiques. Installé au pouvoir en 1967, avec l'appui de la France à la mort de l'ancien président Léon Mba, Bongo a été le fidèle garant des intérêts de la France et de la classe dirigeante gabonaise. L'homme a trouvé les ressources financières de sa politique dans d'importantes richesses minières, notamment le pétrole – ressource emblématique qui a contribué à façonner l'image du Gabon comme celle d'un « émirat tropical ».

Mais la puissance financière n'a pas suffi. Sur les plans spirituel, religieux ou magique, l'homme a aussi cherché à accumuler les pouvoirs. Il est ainsi l'un des plus anciens membres reconnus de la franc-maçonnerie en Afrique, adepte du Ndjobi, puissant culte initiatique teke-obamba, et proche des milieux islamiques. Ces lieux de pouvoirs spirituels ont permis à Bongo de contrôler une élite soucieuse de « promotion sociale ». Aux yeux de l'imaginaire populaire, cette forme de pouvoir pouvait apparaître comme « occulte » ou « mortifère », mais elle offrait au président les moyens pour contrôler les mobilisations contestatrices.

Le lien structurel entre le pétrole (métonymie de toutes les richesses du pays) et les cultes magiques a donc contribué à construire l'image d'un « pays riche » où il « ne se passe rien ». Autre élément rassembleur autour de la figure du président : la « mobilisation » par le Parti démocratique gabonais d'un grand nombre de femmes au moyen de « groupes d'animation ». Fondés sur des bases ethniques et culturelles, ces organisations avaient pour objectif le soutien au président, notamment pendant la période de succession dynastique, par la spectacularisation de leur corps.

Toile de fond des mobilisations collectives

Une réflexion sur les mobilisations collectives au Gabon ne peut faire l'économie de certains principes méthodologiques. Le premier est que ces manifestations – les luttes contre la pauvreté, contre la vie chère, l'insécurité, le chômage, la fraude électorale, le repli identitaire, etc. – s'articulent autour des mêmes thèmes que ceux utilisés par le pouvoir pour mobiliser la population, construire sa légitimité aux niveaux national et international, justifier ses pratiques et engranger des aides des organismes internationaux. Le deuxième est que les acteurs qui se mobilisent, quelle que soit leur couleur politique, s'inscrivent dans un contexte national et international. Cela signifie que la réussite des luttes protestataires ne peut

se faire sans tenir compte de l'action des « forces étrangères » – la présence de l'armée française sur le territoire gabonais – ou être dissociée des logiques de survie ou de promotion sociale : quelle est la contrepartie à l'octroi d'un poste au sein de l'administration ou des organisations de la société civile ?

Le troisième principe, qui découle du précédent, est que les mobilisations collectives s'inscrivent dans des contextes historiques qui dépassent les frontières nationales et concernent l'ensemble des sociétés africaines, affectées par les logiques économiques, politiques, culturelles et religieuses transnationales. Enfin, tenir compte de ces principes méthodologiques évite de sombrer dans des analyses de type culturaliste ou essentialiste qui insisteraient sur des caractéristiques prétendument naturelles et figées des sociétés africaines : la « torpeur » ou la « résistance au progrès et au développement ». Ces catégories construites sont à mettre en rapport avec les logiques d'un système marqué par les rapports de force, la violence et l'exploitation.

Ces éléments permettent d'expliquer certaines étapes historiques du pays ; notamment pourquoi à la fin des années 1950, les colonies françaises se mobilisent pour l'indépendance ; pourquoi le président Léon Mba, leader politique influent de l'époque et futur président de la république, refusera l'indépendance avant de se la faire imposer par la France ; pourquoi une fois l'indépendance acquise, les acteurs politiques se convertiront à l'idéologie du parti unique censée « mobiliser les forces vives » de l'État-développeur national ; et pourquoi au cours de cette période, le tribalisme, le régionalisme, le népotisme séviront au même titre que la maladie, l'ignorance ou l'enclavement géographique.

Si les partis uniques « révolutionnaires » du Congo-Brazzaville, du Bénin, de l'Angola, du Mozambique, de Guinée-Bissau, etc., et ceux « réactionnaires », « libéraux », « nationalistes » du Zaïre, du Gabon, du Togo, de la Centrafrique ont mobilisé les masses sur le même discours développementaliste, c'est que le contexte socio-historique, les forces gouvernantes et les logiques à l'œuvre imposaient leurs lois à tous.

L'effondrement du mur de Berlin sonnera le glas des partis uniques et des mobilisations guerrières (comme en Angola), en même temps qu'il inaugurerait l'ère des « rébellions » en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale en ignorant les frontières des États. L'enjeu sera alors l'exploitation et l'appropriation des richesses minières.

L'implication du président Bongo dans les médiations internationales autour de ces nouveaux conflits fera du pouvoir gabonais un acteur important.

Gabon : paradigme du système néolibéral

Les observations que nous venons de soulever montrent comment le système capitaliste dans sa phase néolibérale gouverne les sociétés africaines et les mobilisations guerrières, sociales, politiques, ethniques, religieuses. Tenir compte des logiques de ce système qui agit sur – et au-delà – des sociétés africaines, en créant des îlots de prospérité, en élargissant les territoires de la misère, en fragilisant les structures de base des sociétés, en stimulant les rêves d'« ailleurs » et d'émigration ; en explique la « réussite » et la reproduction, au-delà des échecs vérifiés. Un tel système produit des acteurs, conditionne des mobilisations, définit des enjeux. Il établit des discriminations, régit des distinctions, entretient des hégémonies. Le Gabon qui a intégré ce système est devenu un chantre du néolibéralisme en Afrique centrale.

Bibliographie

Debain M. (2009), « Chronique d'une victoire assurée. Retour sur la campagne présidentielle de 2009 au Gabon », *Politique africaine*, n° 115, octobre, p. 27-46.

